

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18696 - 72ÈME ANNÉE

Première manifestation contre le programme du nouveau président de la République

## Le troisième tour social a commencé



Le défilé du 1er mai avait annoncé de nouvelles mobilisations.

**Au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, une manifestation a réuni à Paris plusieurs milliers de personnes à l'appel de plusieurs syndicats de salariés. Ces travailleurs rappellent leurs craintes quant à l'application du programme du candidat Macron et appellent déjà à la résistance face au nouveau pouvoir. À La Réunion, la protection des intérêts des travailleurs passe par l'amplification du mouvement social, et par l'élection de députés qui feront entendre une voix réunionnaise.**



Contre la Loi Travail, une forte mobilisation à La Réunion.

**D**u côté des syndicats, l'état de grâce du nouveau président de la République n'a duré que quelques heures. En effet, au lendemain de l'élection d'Emmanuel Macron, une manifestation sous le mot d'ordre de Front social a regroupé plusieurs milliers de personnes à Paris. Elle a été marquée par la participation de plusieurs syndicats de salariés.

« "Urgence sociale et écologique", « pour l'égalité des droits contre un précarité généralisée » ou encore « En Marx », proclamaient des pancartes, tandis qu'une chorale improvisée chantait « Merci patron » ou l'hymne des femmes. Les participants avaient répondu à l'appel de sections CGT, Sud ou Unef et d'associations qui n'ont jamais accepté la fin de la bataille contre la loi travail, et avaient décidé de marquer le coup quel que soit le président élu », précise une dépêche de l'AFP.

### Le nouveau pouvoir veut aller vite

Le programme d'Emmanuel Macron ne fait pas mystère de l'intention d'aller plus loin que la « Loi travail » dans la remise en cause des conquêtes sociales. Ce projet est prévu dès le début du mandat et selon une procédure accélérée : les ordonnances. Ceci a pour but d'éviter tout débat parlementaire. Un tel programme suscite l'adhésion du MEDEF qui s'est félicité de l'élection

du nouveau président. Au niveau international, la victoire du candidat d'En Marche donne lieu au même genre de réaction du côté des dirigeants mettant en œuvre une politique au service des plus riches. À La Réunion, l'application de la « Loi travail » a déjà des conséquences importantes. Elle permet en effet de faciliter les licenciements. Elle vise aussi à affaiblir les syndicats et donc à réduire la capacité des travailleurs à s'opposer à une décision arbitraire.

Le Parti communiste réunionnais est un soutien de la première heure au mouvement d'opposition à la Loi Travail. Il demande de sauvegarder des acquis qui sont un minimum dans un pays où le taux de chômage est trois fois plus important qu'en France. Il propose également de créer les conditions pour que l'emploi des Réunionnais à La Réunion puisse être une réalité.

### Défendre les intérêts de la population

Lors du défilé du 1er mai, les organisations syndicales présentes ont souligné qu'une fois écarté le danger de l'extrême droite à l'élection présidentielle, la bataille continuera pour contrer les attaques contre le Code du Travail. C'est dans ce contexte que se déroulera la campagne des élections législatives. Le nouveau président de la République doit en effet obtenir une majorité à

l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre son programme. Or son parti n'a aucun député. Il va donc s'appuyer sur d'anciens élus qui se battent pour obtenir une investiture de La République En Marche afin de sauver leurs sièges.

Le bilan de ces députés est désastreux car ils ont préféré défendre l'intérêt du gouvernement plutôt que ceux des Réunionnais. Ils portent donc une lourde responsabilité dans la montée du vote de l'extrême droite à La Réunion. En effet, au cours des 5 dernières années, la situation de la population s'est aggravée.

Plus largement, la politique sociale du gouvernement outre-mer a été un échec monumental. Elle a eu pour conséquence une grève générale d'un mois en Guyane à la veille de l'élection présidentielle. Grâce à la lutte, les Guyanais ont réussi à obtenir des engagements spécifiques qui vont bien au-delà des promesses inscrites dans la loi sur l'égalité réelle.

Pour faire entendre la voix des travailleurs, il est donc essentiel que les députés qui seront élus défendent les intérêts de la population plutôt que ceux du gouvernement. Ils devront être capables de faire entendre et respecter les Réunionnais. C'est l'engagement des candidats présentés et soutenus par le PCR.

**M.M.**

## Edito

# Quel avenir pour la filière canne-sucre avec le nouveau pouvoir ?

**A** quelques semaines du début de la coupe, le prix de la canne à sucre n'est toujours pas connu. Cette situation amène forcément des inquiétudes. La filière canne-sucre est en effet un secteur qui procure 18.000 emplois, 100.000 personnes sont donc concernées. Au mois de septembre, ce sera l'application de la fin des quotas sucriers. La quota de La Réunion est supérieur à sa production. Il permettrait jusqu'alors d'avoir une visibilité, car ce qui n'était pas vendu devait être acheté par l'Union européenne à un prix supérieur au cours mondial. Au mois de septembre, l'Union européenne n'interviendra plus, la protection aura cessé d'exister. Le sucre produit à La Réunion sera donc confronté à la concurrence mondiale.

Pour le moment, le gouvernement a mis en œuvre une mesure temporaire de soutien. C'est une aide supplémentaire de 28 millions d'euros pour compenser cette année le coût de production plus élevé du sucre réunionnais face à la concurrence. À ce jour, rien n'est garanti pour la suite. Un nouveau président vient d'être élu en France. Dans son programme figure un plan d'économies de 60 milliards d'euros, qui devra s'ajouter à toutes les mesures d'austérité adoptées sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande. À l'échelle du budget de la France, une aide suffisante et permanente pour maintenir la filière canne-sucre est loin d'être insurmontable. Mais un tel choix serait un signal.

En effet, le secteur de l'élevage en France est en crise. C'est d'une part la conséquence des sanc-

tions imposées par l'Union européenne à la Russie qui en retour a fermé ses frontières aux exportations agricoles françaises. C'est aussi d'autre part le résultat de la fin des quotas de production dans l'élevage. Les agriculteurs français demandent un soutien pérenne pour maintenir la tête hors de l'eau. Le gouvernement s'est contenté de mettre en place des mesures provisoires qui n'ont pas par nature à être pérennisées.

Si une aide permanente était versée à la filière canne réunionnaise, nul doute qu'elle réveillerait les revendications d'un secteur économique en France menacé de disparaître à cause de la fin des quotas. Et pour garantir la survie de ces milliers d'exploitations menacées, le budget est autrement plus important. À cela s'ajoute le fait qu'Emmanuel Macron apparaît comme le président venu appliquer en France une politique d'intégration dans un marché unique mondial.

L'avenir de la filière canne-sucre est donc une question à laquelle devra répondre le nouveau pouvoir. Car la situation reste la même qu'avant l'élection d'Emmanuel Macron.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re  
CPPAP : 0916Y92433

## Première rencontre de haut niveau depuis l'élection de Donald Trump

# Application de l'Accord de Paris sur le climat : importante réunion à Bonn

**Au lendemain de l'élection présidentielle française a commencé un événement de portée mondiale. Les Etats signataires de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques sont réunis depuis hier et pour 10 jours à Bonn pour travailler sur la mise en œuvre concrète de l'Accord de Paris. Une délégation des États-Unis est présente. La question de l'application par Washington du traité que ce pays a ratifié ne semble plus aller de soi depuis l'élection à la présidence des États-Unis de Donald Trump. Prévue à la fin de l'année à Bonn, la COP23 sera une étape importante, car c'est l'année prochaine qu'aura lieu la première évaluation des progrès accomplis depuis l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2015.**

**L**es Nations du monde se réunissent depuis hier et jusqu'au 18 mai 2017 dans le but de développer plus avant les lignes directrices nécessaires à la mise en œuvre complète de l'Accord historique de Paris de 2015 sur le changement climatique pour les décennies à venir. Les sujets qui seront traités vont de la transparence des communications des nations sur l'action climatique à la provision de financements en faveur du climat.

« La réunion du mois de mai donnera l'occasion aux gouvernements d'avancer significativement sur les directives de mise en œuvre visant à rendre l'Accord de Paris pleinement opérationnel, tout en continuant leurs préparations pour l'évaluation des progrès effectués depuis Paris, prévue pour l'année prochaine », a déclaré Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

« Cette réunion verra aussi la préparation du prochain budget du secrétariat dont les gouvernements ont besoin pour progresser sur la mise en œuvre de leur Accord de Paris », a-t-elle ajouté.

Cette session est une étape relais pour la conférence climat annuelle (COP23) qui se tiendra en novembre 2017 et la préparation de ses résultats les plus proéminents. Il est aussi prévu que le budget final soit adopté à la COP23.

Étant donné qu'une action climatique accrue et accélérée est requise des gouvernements pour qu'ils puissent atteindre leurs objectifs climat, l'accent sera aussi

porté lors de cette réunion sur les activités à haut potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

### Une étude très attendue

À l'occasion de la Foire action climat, les gouvernements aborderont des questions dans les domaines de l'environnement urbain et sur l'utilisation des terres. Plus particulièrement, ils se concentreront sur les efforts à mener pour mobiliser divers groupes de parties prenantes, dont le secteur privé, dans les domaines des services urbains, de l'agriculture, de la foresterie et autres activités d'utilisation des terres à haut potentiel de réduction des émissions et de bénéfices de développement durable.

Lors de la conférence de mai, l'Institut Grantham (qui fait partie de la London School of Economics) dévoilera ses conclusions, qui mettent en lumière l'augmentation mondiale de lois climatiques ou liées à la question du climat avant et après la conférence de Paris de 2015.

« J'attends ces résultats avec impatience », a dit Mme Espinosa. « À bien des égards, ils seront la preuve la plus éloquente que la mise en œuvre simultanée de l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable repose sur des politiques nationales solides qui définissent une orientation claire pour agir », a-t-elle ajouté.

Mme Espinosa a aussi annoncé que le secrétariat se réjouissait d'accueillir les membres du gouvernement fidjien, dont le premier

ministre. Les Îles Fidji assureront la présidence de la COP23 en novembre.

La réunion du mois de mai témoignera aussi de la première réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités nouvellement établi par l'Accord de Paris. Cette nouvelle institution vise à stimuler le renforcement des capacités pour mener une action climatique dans les pays en développement.

### Présentation des contributions des pays

Le 12 mai, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) lancera son initiative visant à amplifier le sujet au sein des NDC. Les NDC présentent en détails les contributions de chaque pays à la lutte mondiale contre le changement climatique.

Le 16 mai, le partenariat NDC qui a été lancé à la COP22 de Marrakech tiendra un événement visant à aider les pays à accélérer la mise en œuvre de leur NDC.

## In lézann péi Tibé

# Shakinn rant nou nana kat madam

L'avé inn foi dann péi-la in roi bien rish épi bien for késtyonn l'armé. Li l'avé, konm lo droi lontan dann péi-la téi pèrmète ali kat fam. Li té i yèm plis lo katriyèm é li téi done aèl, shak instan, pou in oui pou in non, zoli zoli kado. Li téi yèm osi lo troizyèm é li té amenn aèl an vizit ofisyèl dann bann roiyome étranj. Li té i yèm in pé la dézyèm pars sé èl téi okip de li souvan dé foi épi li téi trouv li té bien avèl èl. La promyèr, li té i yèm pa bokou, li téi fé kaziman pa in kont sanm èm mèm si èl té i okip pou oir si lo roi té i mank pa arien.

In zour, lo roi la tonm malad é bann gran médsin épi bann gran dovinèr la rann ali vizite pou tonm d'akor dsi in poinn vizé : lo roi téi sava mor é l'avé poin arien pou fé kont sa. Lo roi l'apèl son katriyèm fam épi li la di : « La mor i apèl amoin é mi domann aou si ou i vé akonpagn amoin ziska mon dèrnyé soupir vi ké ou sé, rant mon kat fam, sak moin mi yèm lo plis ? ». Lo katriyèm fam la pa réponn arien, èl la solman dévir son talon. Lo roi la fé vnir lo troizyèm fam pou di la mèm shoz ké tanto-la, mé la fam la réponn ali, « la vi lé tro bèl pou moin suiv aou, é moin na dan l'idé armaryé avèk in n'ot roi, pli rish é pli émab ké ou. L'èrla, lo roi la fé vnir lo dézyèm fam té i sava avèk li dann bann péi étranj. Lo fam la réponn ali : « So foi isi mi arète la, mi pé pa arien pou ou é ou, néna ka débarbote aou tousèl. ». Sé l'èr lo roi la antann in voi li té i rapèl pi bien. L'été sète son promyé fam. El té i di konmsa : « Moin lé dakor pou akonpagn aou ziska ousa ou i vé amenn amoin avèk oui. ». Lo roi la bien argreté pa an avoir okip aèl in pé myé ké sa dann son vi dsi la tèr, pars lé sir, èl téi yèm ali pou vréman.

Aprés la shoz la suiv z'ot shomin konm lé normal dann in ka konmsa. Lo promyé fam la suiv lo roi ziska l'androi li té i vé amenn aèl é lé z'ot la kontinyé lo shomin zot l'avé majiné.

La moral dann tousala, d'après la lézann péi Tibé, sé ké nout tout nana kat fam.

Lo katriyèm sé nout kor : ni okip ali lo myé ké ni pé, mé kan i ariv l'èr lo gran voyaz ni pé pi fé arien pou li, éli pé pi arien pou nou. Shakinn i sava son koté. Lo troizyèm sé nout bien é ni pass nout tan a bien okip ali mé dann gran voyaz kont pa dsi li pou suiv anou. Li rès déyèr é li lès d'ot pou fé ali la kour. Lo dézyèm sé nout rolasyon avèk demoun mé sa osi kont pa dsi pou akonpagn anou l'ot koté la vi. Lo promyèr sé nout konsyans : èl tousèl i suiv anou dan la vi konm dann l'ot koté. Ni okip pa d'li asé souvan é souvan dé foi ni fé fèrm ali son boush pou fé nout kat fantézi.

Mi donn azot, léktèr zournal Témoignages, la tradiksyon an kréol rényoné in lézann péi Tibé pars mi koné z'ot poin for sé z'ot konsyans é mi souète zot va ranfors aèl ankor é touzour, pars finalman sé sa nout prinsipal l'ésans dan la vi.

**NB in lézann moin la lir an fransé-mon lang de tête - é moin la mète an kréol rényoné-mon lang dé kèr. Mandéla té i di pa ; kan ou i parl avèk in moun dann in lang étranj li konpran, ou i koz avèk son tête, mé kan ou i koz avèk li dann son lang, ou i koz avèk son, kèr. Mi yèm bien la tête, mél o kèr mi rafol.**

*Justin*

## In kozman pou la rout

« L'orgèy i donn flèr, i donn pa frui. »

I donn flèr, i donn pa frui, ni lo grin ! Sa lé posib sa ? Rarman mé lé posib sirtou si bann laboratoir la fine manipil in plant pou obliz aou rashtë la somans toultan. I égzis sa, é pliské ni kroi. Sa lé pa natirèl pars sa lé travayé la plipar d'tan sof pou in zèspès apré disparète. Astèr l'orgèyé ? Nout tout i koné in l'orgèyé, ni pé apèl osi shoviy gonflé. An parmi d'moun ni koné nana demoun orgèyé... A pa konfonn avèk demoun na l'anbisyon sirtou si lo l'anbisyon lé adapté avèk son kapasité. Mé si la pa konmsa, sé l'èr ké ni pé aplik kozman nou la mark an o la. In l'orgèyé, sé in moun i yèm bien parète, li yèm bien pass pou sipèryèr par raport lé zot. Konm i di, li sé « lo parète », li sé pa « lo l'èr », é si ou suiv ali in pé d'tan ou i an apèrsoi lo rézilta lé pa la. Lo tan i pass mé i sort pa arienn dobien avèk l'orgèyé. Alé ! mi lèss azot pou kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

# Oté

## Mon patri sé bonpé plis k'in boushé manzé pou moin

*Mé z'ami, zot i koné lo rézilta zéléksyon prézidansyèl dan La Frans. Zot i koné ki k'la gingné é ki k'la pèrd. Inn foi ké sa la fini, mi pé dir azot, moin lé kontan konm pa. Pou kosa ?*

*Moin lé kontan pars l'éstrèm droit-sanm pou moin fasis la pèrd. Moin lé kontan pars lo bann manipilatèr l'éstrèm droit la pa nyabou aral avèk zot in majorité d'moun. Mi di bien bann manipilatèr : pétète kék dizène milyé d'moun nana an partaz l'idéoloji fasis pars lo pli nonbré sé, d'aprè sak mi kroi, demoun gouvèrnman droit konm gosh, épi lo sistèm kapitalis la fé tonm dann kanal.*

*Dopi in koup de tan mi rogard bann roportaz dsi lo bann fèrmtir l'izine, dsi bann z'imèb anbandoné, dsi bann vilaz na poin l'ékol, la poin in sèl biro pou la pos é mi apèrsoi dann péi La Frans nana in bonpé d'moun anbandoné konm nana isi La Rényon. Donk mi pé pa z'ète kontan pou sa, sirtou ké lo vinkèr, moin lé sir kapitalis mondyalizé i tard ar pa pou ral ali z'ot koté. Pyé d'boi i tonm koté li pansh !*

*Astèr kosa mi pans ? Mi pans mon péi. In moun i pé pa anbras pli loin k'son bra é mi koné bien mon bra lé kourt. Mi arpans mon péi La Rényon-moin lé patriyot pou mon péi, sa zot i koné - é mi domann kansa la mazorité bann rényoné va donn la min pou nou ansort anou ansanm. Kansa l'intélizans kréol va rouvèr pou konprann sa knout parti i propoz sé sa k'lé bon.*

*Mi pans ankor bann péi l'outremèr é mi domann kosa i pé fèr pou ède azot ansort azot in pé myé : l'èrla mi di moin lé solidèr mé mi koné mon kapasité ède azot i sava pa bien loin. Mi apns galman bann péi l'oséan indien é mi domann amoin kansa zot va désid nout tout donn la min ansanm pou nou oir in pé pli klèr.*

Justin